



COVID-19 en Amérique Latine et dans les Caraïbes: Un aperçu des réponses gouvernementales à la crise

29 avril 2020

Les gouvernements des pays de la région d'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC) ont réagi rapidement et de manière préventive pour protéger leurs citoyens et contenir la propagation du COVID-19, qui devrait connaître sa période la plus difficile dans la région au cours des premières semaines de mai. Une telle réaction préventive est très importante en raison d'un certain nombre de défis régionaux particuliers auxquels les pays de l'ALC sont confrontés en réponse à cette pandémie, tels que des systèmes de santé moins équipés et des filets de sécurité sociale fragmentés. Pourtant, la région est déjà confrontée à une crise économique avec moins d'espace budgétaire qu'en 2008 pour atténuer la récession plus profonde qui en résultera. En se concentrant sur les 15 pays qui font partie du Groupe directeur du Programme régional de l'OCDE pour l'ALC, cette note donne un aperçu des mesures adoptées pour atténuer la situation de la santé publique, y compris ses dimensions sociales, économiques et de gouvernance.



Aperçu

L'épidémie de COVID-19 a commencé dans la région le 26 février, lorsque le Brésil a confirmé un cas à São Paulo, de nombreux autres cas importés ont commencé à apparaître dans d'autres pays au cours des semaines suivantes. Depuis lors, il y a eu au moins 164 321 cas confirmés et 8 042 décès.¹ Malgré le niveau relativement modéré de l'épidémie en comparaison avec les États-Unis, l'Europe ou l'Asie, les gouvernements des pays de la région ALC ont pour la plupart rapidement pris tout un éventail de mesures préventives pour protéger leurs populations et enrayer la propagation du virus. Cette démarche préventive est essentiellement motivée par les divers problèmes régionaux auxquels ces pays sont confrontés face à cette pandémie, notamment le moindre degré de couverture et de perfectionnement des systèmes de santé et de protection sociale. Compte tenu de la taille de la région ALC, qui englobe plus de trente pays, la présente note se concentrera sur les 15 pays qui font partie du Groupe de pilotage du Programme régional de l'OCDE pour l'Amérique latine et les Caraïbes.²

Les premiers cas observés dans la région fin février et début mars étaient pour la plupart liés à des voyageurs revenant ou arrivant d'Europe, d'Asie ou des États-Unis. En réponse, la majorité des 15 pays faisant l'objet de cette note³ ont totalement fermé leurs frontières (sauf, en général, pour les citoyens et résidents de retour) au cours du mois de mars. Par ailleurs, tous ont mis en œuvre des mesures visant à fermer les espaces publics et à limiter les rassemblements sociaux⁴ et plus de la moitié d'entre eux ont appliqué des mesures nationales plus rigoureuses, comme des couvre-feux et/ou des confinements imposant aux citoyens de « rester à l'abri chez eux »⁵ (voir Annexe 1 pour plus d'information). Malgré ces dispositions, le nombre de cas confirmés augmente partout (graphique 1).

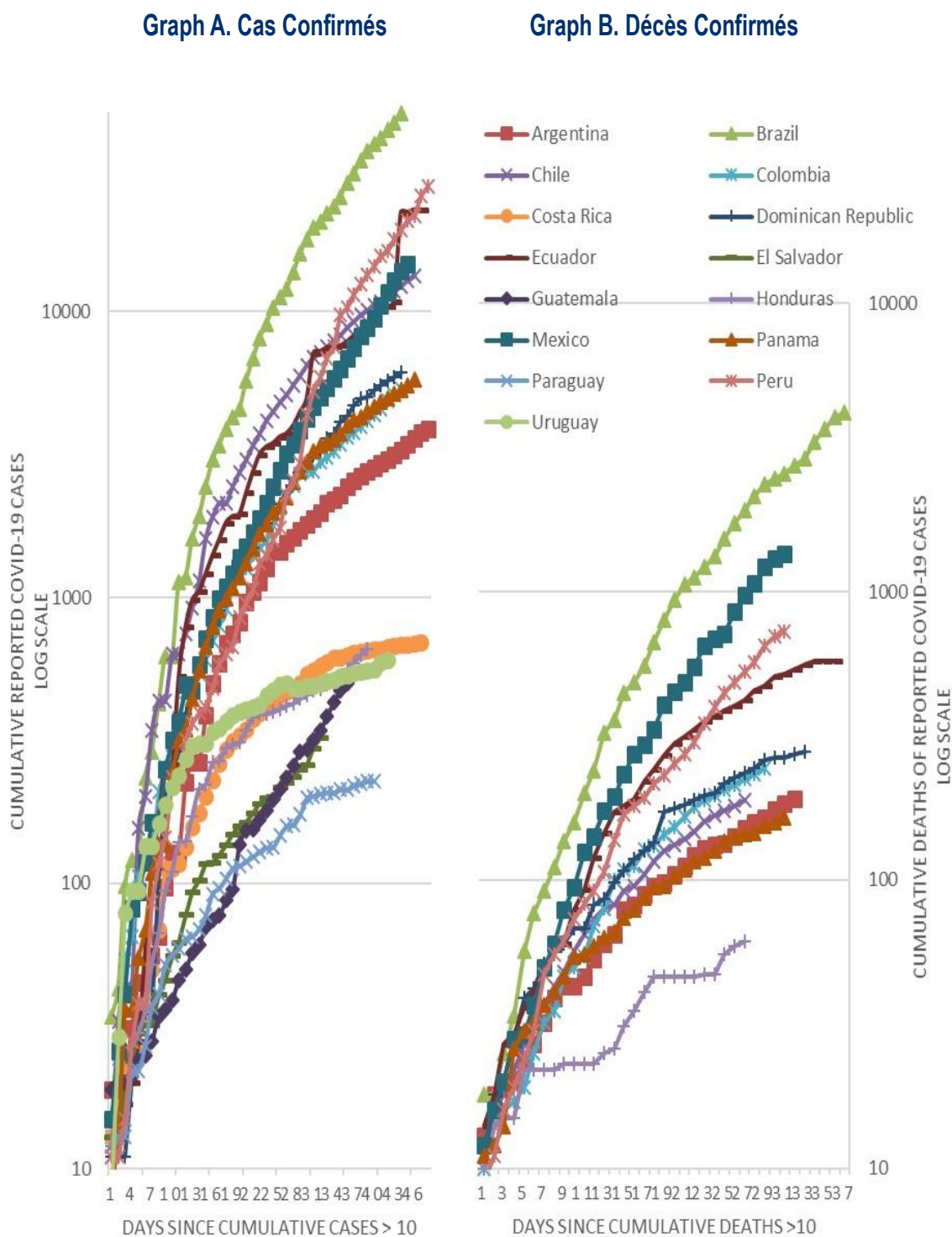
Outre les risques sanitaires, la crise devrait avoir des retombées socioéconomiques considérables dans une région qui était déjà confrontée à des difficultés (UN-ECLAC, 2020^[1]). L'Amérique latine est fortement tributaire de l'économie chinoise, et ressentira encore davantage la crise lorsque les effets du virus sur l'économie des États-Unis s'accroîtront. Qui plus est, dans un climat économique orageux, la chute des prix du pétrole, des métaux et des minéraux a entraîné un effondrement des marchés et des monnaies des pays de la région (Horwitz et al., 2020^[2]). Dans de nombreux pays de la région ALC, le secteur du tourisme occupe une place importante et va être extrêmement fragilisé, de même que ceux des services, des PME et des exportations de matières premières. Avant l'épidémie, le FMI avait prévu une croissance du PIB de 1,6% pour la région pour 2020. La situation extérieure et intérieure s'est depuis dégradée et, sous l'effet conjugué de différents facteurs, l'économie de la région va se contracter en 2020; l'ampleur de cette contraction dépendra de la durée et de la gravité de l'épidémie de COVID 19⁶.

Si, pour les pays développés, l'incidence sanitaire et économique de la pandémie est déjà très substantielle, la région ALC fait face à plusieurs autres défis. Plus les responsables publics s'efforceront d'enrayer le virus, plus ils devront isoler leur pays et plus ils auront besoin de ressources budgétaires pour atténuer l'aggravation de la récession qui en résultera (Hausmann, 2020^[3]). Or, la plupart de ces pays ne disposent pas de volant budgétaire, même dans les périodes les plus fastes. Par ailleurs, la dualité formelle/informelle de l'économie et de la société risque d'accroître les inégalités et d'attiser le mécontentement social.

Se focalisant sur les 15 pays de la région ALC susmentionnés, à savoir ceux qui font partie du Groupe de pilotage du Programme régional de l'OCDE pour la région ALC, la présente note brosera dans un premier temps un tour d'horizon des mesures actuellement adoptées pour y gérer la situation de santé publique. Elle examinera ensuite les aspects sociaux, économiques et de gouvernance de la crise du COVID 19 dans la région. Elle fera pour finir le point sur l'aide que les instruments de l'OCDE au service des relations mondiales pourraient apporter.



Graphique 1. La crise du COVID-19 en Amérique Latine et aux Caraïbes



Source: D'après les chiffres officiels nationaux recueillis par le Secrétariat de l'OCDE au 26 avril 2020.

COVID-19 EN ALC: UN APERÇU DES RÉPONSES GOUVERNEMENTALES À LA CRISE © OCDE 2020



Lutte contre le COVID-19 dans la région ALC : considérations sanitaires

Au 21 avril, l'OMS avait classé plus de la moitié des 15 pays de la région ALC examinés ici dans la phase 4 de l'épidémie, qui correspond à une « transmission communautaire » du virus.⁷ Actuellement, les pays les plus touchés sont le Brésil, le Chili, le Pérou, l'Équateur et le Panama. Le Brésil affiche par ailleurs le taux d'augmentation des cas le plus élevé de la région.

L'Organisation Panaméricaine de la santé (OPS), la branche américaine de l'OMS, leur fournit une coopération technique, en collaboration avec les ministères de la santé de la région, et a lancé un appel de fonds d'un montant de 94.8 millions USD auprès des donateurs et partenaires pour renforcer la capacité des pays du continent américain à lutter contre l'infection du COVID 19. La stratégie de riposte présentée dans l'appel vise deux objectifs principaux : freiner la transmission du virus et atténuer les retombées sanitaires du COVID 19 dans la région.⁸

Mesures adoptées par les gouvernements de la région pour contenir le virus

Au vu des conséquences du virus en Europe, en Asie, et aux États-Unis, et inquiets de la capacité comparative de leurs propres systèmes de santé et de protection sociale, les pays de l'ALC appliquent des mesures visant à prévenir l'expansion et la propagation du COVID 19 dans la région. Comme précédemment indiqué, la majorité des 15 pays couverts ici ont fermé toutes leurs frontières au cours du mois de mars, sauf, généralement, pour les citoyens et résidents de retour⁹. Tous ont en outre pris des dispositions en vue de fermer les espaces publics et de limiter les rassemblements sociaux¹⁰ et plus de la moitié d'entre eux ont instauré des mesures plus rigoureuses, comme des couvre-feux et/ou des mesures de confinement imposant à la population de « rester à l'abri chez elle »¹¹ (voir Annexe 1 pour plus d'information).

Les autorités de la région ont aussi mené des activités de coordination. Le 16 mars, par exemple, le Forum pour le progrès en Amérique du Sud (Prosur) a réuni par visioconférence les chefs d'État du Brésil, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, du Guyana, du Paraguay, du Pérou, de la Bolivie (pays observateur) et de l'Uruguay (invité spécial) pour convenir d'une [déclaration commune](#) en vue d'unir leurs efforts « de manière coordonnée et efficace » pour faire face à cette situation d'urgence ; ils s'engagent, entre autres mesures, à coopérer pour assurer le retour des ressortissants nationaux dans leur pays malgré les restrictions de voyage et de circulation. Les pays du *Système d'intégration centraméricain* (SICA)¹² se sont également réunis sous forme virtuelle le 11 mars; ils ont ensuite approuvé un [plan d'urgence régional](#)¹³ pour lutter contre la pandémie de COVID-19, et mis en place un site web spécial, « [L'Amérique centrale unie contre le Coronavirus](#) »¹⁴.

Enjeux et mesures relatifs aux systèmes de santé

Dans le même temps, le nombre grandissant de patients, le manque de matériel de protection adapté pour le personnel soignant et le faible nombre d'établissements en mesure d'assurer des soins intensifs ne font qu'accentuer les craintes d'une contagion de la région qui serait difficile à maîtriser. En général, la capacité des systèmes de santé des pays de la région ALC est sensiblement inférieure à la moyenne de l'OCDE : les dépenses de santé y sont plus faibles, de même que le nombre de lits d'hôpitaux et de professionnels de la santé pour 1 000 habitants, et les systèmes de surveillance des maladies y sont moins performants que dans les pays de l'OCDE. À titre d'exemple, alors que le Mexique, le Costa Rica, la Colombie et le Chili comptent tout au plus 2.1 lits pour 1 000 habitants, la moyenne de l'OCDE est de 4.7 lits (OECD, 2019^[4]). Ces insuffisances s'étendent à d'autres aspects que le nombre de lits, le dépistage par exemple ; le ministère de la Santé du Costa Rica a ainsi annoncé le 11 mars qu'il ne communiquera plus le nombre de cas soupçonnés dans le pays car leur nombre dépasse la capacité de test du laboratoire national.



En outre, la pandémie de COVID 19 met cruellement en évidence les inégalités en matière d'accès aux services de santé dans une région où quelque 125 millions de personnes n'ont même pas encore accès aux services de santé de base et où 47 % de la population n'est pas couverte par la sécurité sociale (PAHO/WHO, n.d.^[5]; Bárcena, 2020^[6]). Par ailleurs, compte tenu de l'absence de couverture universelle sérieuse en matière de santé, de nombreuses personnes sont dépourvues de protection contre des dépenses de santé éventuellement catastrophiques. Pour celles qui ne sont que modérément malades, qui disposent d'une bonne couverture de santé, et vivent dans des régions bien équipées, contracter le virus signifie prendre des congés de maladie, recourir aux services de santé selon leurs besoins, et continuer à percevoir un salaire. Au bas de l'échelle des revenus, en revanche, tomber malade peut avoir des conséquences catastrophiques, tant sur le plan de la santé que des moyens de subsistance, pour les personnes qui ne disposent pas d'une bonne couverture de santé, qui travaillent dans le secteur informel ou qui vivent dans des régions reculées ou mal desservies. Bon nombre d'entre elles ne sont pas couvertes par l'assurance maladie et font face à un risque plus élevé de mortalité du fait qu'elles ne peuvent bénéficier de soins de qualité.

Compte tenu de ces problèmes, les pays de la région ALC ont mis en place des mesures visant à renforcer la capacité des systèmes de soins afin de maîtriser la crise et d'améliorer l'accès de tous les citoyens aux services de santé. Certaines, comme celles ayant trait à la santé mentale et aux violences domestiques, sont très innovantes et pourraient servir d'exemple à d'autres pays. On citera notamment les suivantes:

Initiatives régionales :

- Les pays membres du Forum pour le Progrès de l'Amérique du Sud (Prosur) convenus d'une déclaration commune comprenant des mesures d'achat conjoint de fournitures et d'équipements médicaux pour faire face à la pandémie et assurer la coordination avec les organisations régionales multinationales.
- Le Plan d'Urgence Régional SICA¹⁵ susmentionné mobilise le Conseil des Ministères de la Santé de la Sous-Région (COMISCA) pour engager conjointement des négociations et des achats d'équipements médicaux pour les pays membres du Système d'Intégration Centraméricain (SICA), ainsi que diverses mesures coordonnées de communication et d'intervention liées à la gestion de la santé et des risques. Cela a déjà conduit à l'achat de 180 000 kits de test COVID-19, grâce aux fonds SICA de la Banque Centraméricaine d'Intégration Économique (CABEI).
- Le 5 avril, le Mercosur a approuvé la mise à disposition de ses membres d'un fonds spécial de 16 millions USD pour lutter contre la pandémie, notamment pour l'achat de nouveaux dispositifs de test.¹⁶
- Le Réseau d'autorités pharmaceutiques d'Ibéro-Amérique, avec l'appui du Secrétariat Général Ibéro-Américain (SEGIB), a créé une [plateforme numérique](#) qui permettra aux 22 pays ibéro-américains¹⁷ d'échanger et de consulter des informations officielles sur les traitements, les essais cliniques de médicaments et les guides techniques destinés au personnel de santé pour faire face à la pandémie de COVID dans la région.

Initiatives nationales

- L'Argentine a annoncé le 18 mars la construction de huit hôpitaux d'urgence pour combattre le virus.
- Le Brésil a ouvert 5 000 postes de médecins dans le cadre du programme *Mais Médicos* et annoncé la création de 2 000 lits en USI ; il a approuvé en parallèle l'intégration du test du virus COVID 19 à la liste des procédures obligatoires des bénéficiaires de l'assurance maladie pour les personnes soupçonnées d'en être porteuses. Par ailleurs, le 11 mars, il a été convenu d'allouer au moins 1 milliard USD du projet de loi de finances au ministère de la Santé pour combattre le virus ; quelque 185 millions USD seront transférés aux États et aux municipalités, au prorata de leur population, pour couvrir les heures d'ouverture supplémentaires des établissements publics de santé.
- Le Chili a fixé à 30 USD le prix maximum du test du virus COVID 19 dans les établissements de santé privés.



- La Colombie a annoncé le 24 mars le déploiement virtuel d'environ 2 500 professionnels de santé mentale à l'appui des mesures nationales de confinement à domicile.
- Le Costa Rica a réglementé les prix du gel hydroalcoolique, des désinfectants liquides et en pulvérisateur, du savon liquide et en pain, et des lingettes désinfectantes.
- La République Dominicaine a annoncé que depuis le 7 avril, tous les travailleurs officiels (et leurs personnes à charge) dont le travail a été perturbé par la crise [continueraient d'être inscrits](#) au programme national d'assurance maladie pour les 60 prochains jours.
- L'Équateur a institué la gratuité des tests COVID 19 pour toutes les personnes présentant des symptômes.
- Le Pérou a annoncé l'achat de 1.4 million de tests rapides du coronavirus à la Chine et pris contact avec les autorités chinoises pour acquérir l'hôpital préfabriqué construit en dix jours à Wuhan.
- Le Panama a suspendu à compter du 16 mars toutes les interventions chirurgicales et visites à l'hôpital non essentielles pour libérer de la capacité hospitalière.
- L'Uruguay a lancé une application mobile pour localiser les cas sur son territoire, ainsi qu'un site internet coronavirus.uy. Il a également annoncé le 28 mars des mesures visant à juguler l'augmentation des violences à l'égard des femmes pendant la période de confinement, dont une campagne de sensibilisation sur les médias sociaux et traditionnels, une permanence téléphonique pour les urgences, et un protocole établi en coopération avec le ministère de la Santé pour permettre au personnel de santé de repérer les cas de violence domestique.

Priorités politiques pour l'avenir

Les priorités immédiates comprennent:

- Augmenter la capacité de tests approfondis dans la mesure du possible, en garantissant la disponibilité des médicaments lorsque les patients sont admis en soins intensifs et en fournissant des soins médicaux quelle que soit la capacité de paiement d'une personne.
- Améliorer la fourniture d'équipements de protection individuelle tels que les masques, en particulier pour les agents de santé, ainsi que les lits de soins intensifs et les respirateurs.
- Mobiliser les professionnels de la santé, y compris les étudiants en médecine et en sciences infirmières au cours de leur dernière année d'études, les pharmaciens et autres travailleurs de la santé.
- Développer les capacités de laboratoire, de logistique et professionnelles pour tester et traiter les personnes infectées, tout en traçant leurs contacts étroits.
- Déployer des stratégies pour renforcer l'infrastructure et la capacité d'isoler les personnes infectées et mettre en quarantaine les contacts étroits.
- Protéger et soutenir les travailleurs de la santé, en assurant leur sécurité et en prenant les dispositions nécessaires pour l'hébergement, les soins familiaux, le transport ainsi que le soutien psychologique et financier.

À moyen terme:

- Assurer un accès rapide (via la production nationale ou les achats à l'étranger) à des kits de dépistage viral pour toutes les personnes suspectées d'avoir contracté le virus.
- Élaborer une stratégie d'administration des tests sérologiques, lorsqu'ils sont disponibles, pour évaluer le niveau d'immunité de la population et des groupes clés de la population tels que les professionnels de la santé.
- Assurer un accès universel et en temps opportun aux vaccins et traitements, lorsqu'ils sont disponibles.
- Établir des stratégies de santé mentale pour soutenir les personnes dans le besoin, à la fois dans la population générale et pour les agents de santé.



Considérations à long terme pour une plus grande résilience:

S'agissant de l'avenir, la crise a contraint les gouvernements de la région à reconsidérer le niveau de l'investissement public (actuellement proche de 4 % du PIB, contre 6.6 % en moyenne pour les pays de l'OCDE)¹⁸ et à revoir le contrôle de la qualité au sein de leurs systèmes de santé. Dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les ménages couvrent une part substantielle de leurs dépenses totales de santé avec leurs propres ressources (Mueller and Morgan, 2020^[7]). À long terme, de nouvelles stratégies s'imposeront pour améliorer la résilience des systèmes de santé et leur capacité de réaction aux futures crises sanitaires. Il s'agira notamment de continuer de progresser dans la mise en place d'un régime de couverture universelle pour des services de qualité, de renforcer l'infrastructure d'information sanitaire, et d'améliorer la gouvernance et la coordination des mesures prises en riposte aux flambées épidémiques.

La dimension sociale de la crise du COVID-19 dans la région ALC

Problèmes propres à la région ALC

Le 31 mars, le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Gebreyesus, a déclaré que les pays émergents et sous-développés seraient les plus touchés par la pandémie de COVID-19, et a recommandé aux gouvernements de mettre en place des politiques sociales visant à protéger les populations les plus fragiles et de veiller à ce qu'elles soient en mesure de respecter les recommandations en matière de santé publique.

En parallèle, et en association avec les mesures prises en réponse à la crise, la région ALC doit notamment faire face aux problèmes sociaux suivants:¹⁹

1. **Informalité/absence de dispositifs de protection sociale universelle:** les pays qui affichent des taux d'emploi informel compris entre 30 % et 80 %²⁰, comme c'est le cas de la majorité des pays de la région ALC, se heurtent à des obstacles particuliers : 1) pour les travailleurs informels et peu qualifiés, la réduction des heures de travail et la perte d'emploi dues à la pandémie se traduisent par une perte de revenu sans possibilité de percevoir des indemnités de chômage ; 2) les travailleurs informels ne peuvent généralement pas bénéficier des mesures officielles de protection sociale ; et 3) le confinement est pour eux synonyme de manque de travail, et donc d'absence de revenu, d'où le dilemme « travailler ou perdre son revenu » (OECD Secretariat, 2018^[8]; OECD et al., 2019^[9]; Belser, 2020^[10]). Bon nombre d'entre eux sont des travailleurs indépendants, qui travaillent dans l'économie de subsistance, vivent au jour le jour, et risquent de basculer à nouveau dans la pauvreté. Les régimes d'assurance sociale et les grands programmes d'assistance sociale de la région couvrent deux tiers des travailleurs (62 %) et leurs familles, dont la plupart des ménages pauvres, mais 65 % des travailleurs informels vulnérables ne bénéficient d'aucune forme de protection sociale. (Bonaglia and Nieto Parra, 2020^[11]).
2. **Perception des populations:** la société fait preuve d'un fort engagement mais, il y a seulement quelques mois, de nombreux pays de la région étaient secoués par une vague de protestations de masse motivées par un profond mécontentement social, les aspirations insatisfaites d'une « classe moyenne » émergente, et une vulnérabilité persistante au risque de tomber dans la pauvreté (Nieto-Parra, Pezzini and Vázquez, 2019^[12]). La crise pourrait accentuer ces problèmes.
3. **Inégalités:** plus la crise s'aggraverait et/ou s'étendrait, plus les ressources se raréfieraient et plus la concurrence sera vive, les communautés plus riches souhaitant par exemple user de leur droit à payer pour des traitements de meilleure qualité dans des hôpitaux privés. Cette même catégorie de la population est en mesure de pratiquer la distanciation sociale, de prendre des congés maladie et/ou de continuer à percevoir un salaire. En revanche, les populations vulnérables sont confrontées à des difficultés éprouvantes pour pratiquer la



distanciation sociale, nombre d'entre elles ne bénéficiant ni d'une couverture d'assurance maladie, ni d'allocations chômage (Belsler, 2020^[10]).

4. **Populations autochtones et migrantes vulnérables:** dans des pays comme le Pérou, l'Équateur, la Bolivie et, dans une moindre mesure, le Mexique, les populations autochtones sont très vulnérables aux pandémies en général. On observe chez elles les taux de travail informel les plus élevés et une plus forte prévalence de maladies comme l'hépatite B, la tuberculose, le paludisme et la dengue (Sierra Praeli, 2020^[13]). La crise du COVID-19 a en outre frappé l'Amérique latine alors que le continent connaissait la plus forte crise migratoire de son histoire. Entre 2016 et 2019, près de 4.5 millions de Vénézuéliens ont fui leur pays ; au même moment, des milliers de personnes quittaient le Guatemala, le Honduras et El Salvador pour le Mexique et les États-Unis, et le Nicaragua pour le Costa Rica et le Panama. Les migrants sont particulièrement touchés par les conséquences économiques du virus car nombre d'entre eux vivent dans des conditions sanitaires et de logement précaires et n'ont pas accès aux services ou régimes sociaux de base.

Mesures des pouvoirs publics

Comme l'analyse en détail la section qui suit, tous les pays ont mis en place des mesures de relance économique pour aider les entreprises et les particuliers, souvent axées plus particulièrement sur les PME fragiles. Or, comme de nombreuses PME et particuliers exercent dans le secteur informel, l'application de ces mesures ciblées aux plus vulnérables présente de grandes difficultés. Bon nombre de gouvernements de la région ALC ont donc mis en œuvre d'autres mesures sociales pour compléter leur programme de relance économique et veiller à ce que les personnes à faible revenu et/ou ne pouvant pratiquer le télétravail puissent respecter les mesures de confinement. Ces mesures consistent souvent en un élargissement temporaire des programmes de transferts en espèces et en nature, et de transferts supplémentaires destinés aux personnes vulnérables non couvertes par les programmes existants (Bonaglia and Nieto Parra, 2020^[11]).

La région pourrait devenir à terme une référence en matière d'innovations à cet égard. En fonction de la structure de l'emploi formel et informel, par exemple en termes de part des travailleurs à faible revenu, les gouvernements peuvent évaluer s'il convient d'accorder un soutien en terme de revenu ou d'exonérations temporaires des charges ou des cotisations sociales aux travailleurs formels dont les heures ont été réduites, afin d'encourager les employeurs à les garder sur leur liste de salariés. De telles mesures pourraient aider à maintenir une partie des gains de formalisation de l'emploi réalisés dans de nombreux pays de la région au cours des dernières années. En même temps, elles ne devraient être envisagées que si elles ne se font pas au détriment de l'aide aux plus vulnérables.

Un aperçu des mesures actuelles est donné dans le tableau suivant:

Tableau 1. Mesures sociales mises en œuvre en réponse à la crise du COVID 19 dans la région ALC

	Mesures
Régionales	<ul style="list-style-type: none"> L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a réuni début avril 25 ministres et secrétaires d'État à l'agriculture, l'alimentation, l'élevage, la pêche et au développement rural de la région ALC. À l'issue de la réunion, une déclaration commune a été signée, qui contient des mesures précises en vue d'assurer la sécurité alimentaire pendant la crise du COVID 19. Les signataires s'engagent à apporter une assistance technique et financière aux PME des secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et de l'agroindustrie, dans l'objectif de favoriser la durabilité et d'augmenter la production. Des programmes d'urgence seront mis sur pied pour prévenir la perte et la destruction d'aliments. Dans ce cadre, des comités seront également établis pour faciliter le suivi permanent de l'offre et de la situation des marchés.



	Mesures
Argentine	<ul style="list-style-type: none"> Tous les bénéficiaires de l'allocation universelle pour enfant à charge (AUH) percevront un supplément d'un montant équivalent à la somme qu'ils perçoivent chaque mois au titre de l'assistance sociale ; Versement d'un revenu familial d'urgence d'un montant de près de 157 USD au mois d'avril, susceptible d'être prorogé. Cette mesure s'adresse aux travailleurs indépendants et aux travailleurs informels âgés de 18 à 65 ans qui ont perdu toutes leurs sources de revenu depuis le déclenchement de l'épidémie de coronavirus. Suspension jusqu'au 30 septembre des expulsions des personnes incapables de payer leur loyer. Interdiction de licencier des salariés au cours des 60 prochains jours.
Brésil	<ul style="list-style-type: none"> Plan de revenu universel d'urgence avec versement mensuel de 120 USD aux plus vulnérables (« chèque corona »), comme les personnes âgées, les travailleurs informels, et les personnes handicapées (versement d'un montant double pour les mères célibataires chefs de famille). Une application mobile et un site internet ont été créés pour faciliter l'inscription des travailleurs informels et leur permettre de percevoir cette prestation. Versement anticipé du 13e mois aux retraités et pensionnés. Élargissement du programme de transfert en espèces conditionnel <i>Bolsa Família</i> à 1.2 million de familles en avril (après en avoir retiré 158 000 bénéficiaires en mars). Distribution directe des repas scolaires aux familles des élèves d'établissements publics pendant la durée de fermeture des écoles.
Chili	<ul style="list-style-type: none"> Adoption d'une loi protégeant le revenu du travail : autrement dit, les travailleurs qui ne peuvent exercer en télétravail bénéficieront d'une suspension de leurs fonctions, du maintien d'une relation contractuelle et du versement de leur rémunération. Le gouvernement injecte à cette fin 2 milliards USD dans un fonds spécial d'assurance chômage. Création du bonus COVID-19 dans le cadre d'un programme économique qui autorise les ménages à faible revenu à reporter le paiement de leurs factures sans subir de coupure des services d'utilité publique pour non-règlement, une somme de 60 USD étant versée à chacun d'eux.
Colombie	<ul style="list-style-type: none"> Distribution d'aides financières supplémentaires, au travers de programmes sociaux, à 2.5 millions de ménages pauvres, 204 000 jeunes et 1.5 million de personnes âgées. Reconnexion gratuite de plus d'un million de personnes au service de distribution d'eau, à qui l'accès au service avait été suspendu pour non-paiement. Versement annoncé d'environ 40 USD à 3 millions de ménages à faible revenu le 24 mars. Distribution de 23 tonnes de nourriture et de 96 millions de gallons d'eau aux populations vulnérables.
Costa Rica	<ul style="list-style-type: none"> Le 9 avril, le gouvernement a lancé un programme de subventions aux travailleurs qui ont été licenciés, ont vu leurs heures de travail réduites ou leur revenu baisser en raison de la crise – ceux-ci peuvent déposer une demande en ligne pour bénéficier d'une prestation mensuelle d'un montant compris entre 110 et 218 USD, dans un premier temps pour une période de trois mois, éventuellement prorogeable.
République Dominicaine	<ul style="list-style-type: none"> Annonce d'un programme économique d'un montant de 600 000 USD pour pallier les pertes de salaires et l'insécurité alimentaire. Du 1er avril au 31 mai, les 800 000 familles déjà inscrites au programme national d'assistance sociale <i>Tarjeta de Solidaridad</i> percevront une allocation mensuelle d'un montant compris entre 27 et 130 USD pour l'achat de produits alimentaires et de première nécessité. 700 000 familles non inscrites au programme en bénéficieront également.
Équateur	<ul style="list-style-type: none"> Les agriculteurs, petits commerçants et artisans qui ne sont pas en mesure de payer leurs factures d'eau et d'électricité pourront en reporter le versement, sans majoration, entre avril et juin.
El Salvador	<ul style="list-style-type: none"> Le 21 mars, les autorités ont annoncé le versement d'une subvention de 300 USD à 75 % environ des ménages salvadoriens, ainsi qu'un gel des prix des produits de base.
Guatemala	<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement a annoncé la création d'un fonds d'urgence de 26 millions USD pour aider les familles dans le besoin pendant l'épidémie ; 129 USD seront versés à ceux qui satisfont aux conditions requises pour couvrir les frais d'électricité, d'eau, et l'achat de produits alimentaires.
Honduras	<ul style="list-style-type: none"> Un programme « panier de solidarité » a été annoncé, qui garantit la distribution de produits de base à 800 000 familles défavorisées (3.2 millions de personnes) pendant 30 jours à compter du 25 mars. Transfert de 14 millions USD aux maires pour l'achat de produits alimentaires et de produits de nettoyage à distribuer aux familles les plus éprouvées.
Mexique	<ul style="list-style-type: none"> Versement anticipé des prestations de retraite aux citoyens âgés (le 18 mars) ; ceux-ci percevront deux paiements au lieu d'un. Il a été annoncé le 30 mars que les entreprises qui ne paient pas leurs salariés ou ne respectent pas les règles risquent des sanctions.
Panama	<ul style="list-style-type: none"> Les autorités ont annoncé le 24 mars que le paiement des factures de services d'utilité publique serait suspendu pendant trois mois pour les personnes qui ont perdu leur emploi, et que leur connexion au réseau internet ne serait pas interrompue.
Paraguay	<ul style="list-style-type: none"> Le 25 mars, le gouvernement a annoncé le programme Ñangareko, qui prévoit des transferts monétaires pour l'achat de produits alimentaires et d'hygiène à quelque 33 000 ménages dont le revenu a diminué par suite du confinement. Le 30 mars, le président Benítez a annoncé une réduction des salaires de la fonction publique qui permettra d'économiser quelque 52 millions USD. La mesure établit qu'aucun salaire officiel mensuel ne doit être supérieur à 5 635 USD — montant du salaire présidentiel.



	Mesures
Pérou	<ul style="list-style-type: none"> 3 millions de ménages vulnérables percevront une prime de 110 USD par mois, ce qui touchera au total 9 millions de personnes environ. Paiements anticipés dans le cadre des programmes <i>Contigo</i> et Pension 65, qui s'adressent aux personnes lourdement handicapées et aux personnes de plus de 65 ans en situation de pauvreté.
Uruguay	<ul style="list-style-type: none"> Le ministère du Développement social va recevoir une enveloppe de 22 millions USD pour renforcer les programmes sociaux, comme la construction de centres de refuge et l'augmentation du montant versé sur la carte Uruguay Social, une aide publique versée aux personnes les plus défavorisées pour l'achat de produits alimentaires et de première nécessité. Le gouvernement met en place un programme alimentaire, en coordination avec la compagnie de communications Antel : une prime de 27 USD sera versée par l'intermédiaire d'une application mobile aux personnes les plus vulnérables sur le plan économique. Les autorités ont annoncé le 24 mars le versement prochain d'une subvention à 55 000 travailleurs des secteurs public et privé âgés de plus de 65 ans pour qu'ils restent chez eux. Aux fins d'économies, les salaires et pensions des agents du secteur public supérieurs à 80 000 UYU (1 800 USD) par mois vont être réduits dans une proportion comprise entre 5 % et 20 % à compter d'avril ; les salaires du président, des ministres, des législateurs et des directeurs d'établissements publics seront diminués de 20 % pendant deux mois au moins. Les économies ainsi réalisées seront versées au <i>Fondo Coronavirus</i> destiné à couvrir les coûts liés à la lutte contre le virus.

Source primaire: (Horwitz et al., 2020^[2]). Les autres efforts de suivi régionaux consultés comprennent le [suivi des politiques de la CEPALC](https://www.cepal.org/es/temas/covid-19) (<https://www.cepal.org/es/temas/covid-19>), qui comprend les mesures de confinement, de santé, économiques et sociales; le [suivi des politiques du SEGIB](https://www.segib.org/covid-19/) (<https://www.segib.org/covid-19/>), et le « Rapport Hebdomadaire Latino-Américain » du Bulletin d'Information d'Amérique Latine (https://www.latinnews.com/component/k2/itemlist/category/33.html?archive=true&archive_id=33). Toutes les questions de mars 2020 au 24 avril 2020 ont été consultées lors de la préparation de cette note.

Priorités politiques pour l'avenir

Travailleurs informels et peu qualifiés:

- Renforcer les filets de sécurité sociale pour les travailleurs atypiques.
- Fournir un soutien financier et des allocations aux familles à faible revenu par le biais de régimes de sécurité sociale non contributifs ou de programmes de transferts monétaires existants.
- Dans la mesure où l'espace budgétaire le permet, envisager des paiements uniques aux travailleurs concernés
- Revoir le contenu et / ou le calendrier des réformes élargissant l'accès aux allocations de chômage déjà prévues.
- Aider les travailleurs peu qualifiés et informels à rester chez eux en suspendant les expulsions et en différant les versements hypothécaires des services publics.
- Élargir l'accès aux allocation chômage aux travailleurs peu qualifiés et atypiques.
- Pour aller de l'avant, les gouvernements doivent accélérer les efforts en cours pour étendre les systèmes de protection sociale et leur accès pour tous. L'augmentation des capacités de l'État lui permettra de protéger plus facilement les populations les plus vulnérables et d'accélérer la réponse aux chocs futurs. La crise pourrait créer une relation directe entre le gouvernement et l'économie.

Éducation et responsabilités en matière de soins :

- Offrir des options de garde d'enfants publiques aux parents qui travaillent dans les services essentiels, tels que les soins de santé, les services publics et les services d'urgence.
- Fournir des arrangements alternatifs de soins publics.
- Offrir un soutien financier direct aux travailleurs qui doivent prendre un congé.
- Accorder des subventions financières aux employeurs qui accordent des congés payés aux travailleurs.



- Promouvoir des conditions de travail flexibles conformes aux responsabilités familiales des travailleurs.
- Ouvrir des lignes dédiées à l'assistance aux personnes confrontées aux violences domestiques pendant la crise de COVID-19.
- Introduire et améliorer les plateformes d'apprentissage numérique existantes, comme l'ont fait certains pays de la région.²¹
- Compléter les espaces d'apprentissage numériques avec des initiatives d'éducation télévisée qui sont utilisées depuis de nombreuses années dans les pays d'Amérique Latine pour soutenir l'éducation dans les endroits reculés.
- Fournir un soutien aux familles pour les repas à l'école.
- Garder les enseignants étroitement impliqués et connectés avec les élèves et leurs familles pendant les périodes de confinement, en cherchant à faire progresser le programme tout en encourageant le soutien des parents et des frères et sœurs dans la mesure du possible.
- Porter une attention particulière s'assurer que la technologie n'amplifie pas davantage les inégalités existantes en matière d'accès et de qualité de l'apprentissage.

Migrants:

- Dans la mesure du possible, maintenir un soutien politique exemplaire aux migrants que de nombreux pays d'Amérique Latine ont eu en solidarité.
- Veiller à ce que les migrants vulnérables aient accès aux soins de santé de base et à d'autres soutiens, et prendre des mesures de précaution pour éviter une contagion massive dans les zones de confinement.

La dimension économique de la crise du COVID-19 dans la région ALC

Conséquences

Jusqu'à présent, les effets de la crise du COVID 19 dans la région ALC se sont principalement fait ressentir dans la sphère économique, car les mesures de confinement nécessaires pour lutter contre le virus ont déclenché une crise économique mondiale sans précédent, associant des chocs du côté de l'offre et de la demande. Comme partout dans le monde, l'incidence économique de la pandémie de COVID 19 dans la région ALC est essentiellement de deux ordres. Elle est d'abord de nature externe, liée à la demande. L'Amérique latine est très dépendante de l'économie chinoise, et la région ressentira encore davantage la crise lorsque les retombées du virus sur l'économie des États-Unis s'accroîtront. La baisse brutale de la demande mondiale met à mal les exportations, une dégradation des termes de l'échange étant observable dans plusieurs pays. Les répercussions sur le secteur du tourisme, qui joue un rôle économique majeur dans la région et qui a dû suspendre totalement ses activités en raison des restrictions internes et externes aux voyages, seront en outre substantielles.

La deuxième catégorie de retombées, du côté de l'offre, résulte des mesures de confinement rigoureuses déjà évoquées que les gouvernements de la région ALC ont imposées dans leur pays. Quoique d'ampleur et de portée différentes, elles ralentissent, voire interrompent, les activités économiques dans certains secteurs, ce qui a des effets domino dans d'autres.

Outre ce contexte général, la région ALC subit les conséquences spécifiques de divers facteurs extérieurs, y compris le marché financier, le commerce, l'investissement, les produits de base et le secteur du tourisme.²²



Ces événements ont frappé une région qui connaissait déjà une situation difficile. En 2019, la croissance y a été de 0.1 % seulement, et les prévisions établies à cet égard avant la crise du COVID 19 par la CEPALC et le FMI étaient respectivement de 1.3 % et 1.6 % pour 2020. Certains de ses plus grands pays traversent des temps difficiles : l'Argentine a vu son économie se contracter de 2.4 % en 2019, et le Brésil, le Mexique et le Chili ont respectivement enregistré une croissance de 0.9 %, 0.1 % et 1.1 % seulement.

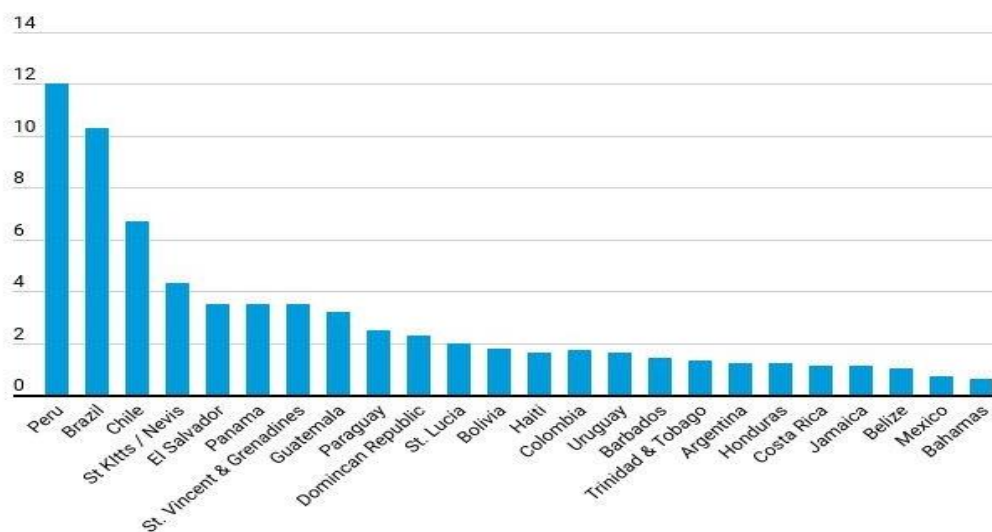
Compte tenu de cette situation, plusieurs observateurs ont revu à la baisse les perspectives de croissance régionale, laissant présager une récession probablement plus sévère qu'en 2015-16: la CEPALC l'estime à -5,3 %, avec plusieurs risques d'évolution négative et un recul de -14,8 % des exportations régionales (UN-ECLAC, 2020^[11]). L'Intelligence Unit de *The Economist* a publié des chiffres de croissance révisés pour l'Argentine (-6.7 %), le Brésil (-5.5 %), et le Mexique (-5.4 %), l'approche de l'hiver dans l'hémisphère Sud accentuant le risque d'une épidémie grave et prolongée en Amérique latine (Economist Intelligence Unit, 2020^[14]). La croissance économique devrait donc accuser un ralentissement substantiel dans la région ; l'ampleur de cette décélération ou de la croissance négative dépendra cependant en grande partie de la façon dont la crise s'achèvera et du moment où la reprise pourra s'amorcer. (OECD Secretariat, 2020^[15]).

Mesures politiques

Tous les pays ont mis en place des mesures de relance économique pour atténuer l'incidence négative de la crise et faire face au ralentissement économique général ; ces mesures s'adressent aux entreprises et aux particuliers et ont pour objet de les aider à obtenir des financements et à assurer leurs paiements durant la crise, comme les impôts ou les factures des services d'utilité publique.

Plusieurs gouvernements ont mis en place des politiques ciblées d'aide aux PME fragiles, qui prévoient notamment des lignes de financement spéciales, des prêts à taux faible ou zéro, le paiement de salaires par des fonds publics, le report du paiement de différents impôts et des cotisations sociales, et le report des remboursements de crédits. Des pays ont en outre pris des mesures visant à alléger le fardeau financier et administratif que représente le paiement des impôts sur les personnes physiques, des services d'utilité publique, des cartes de crédit, et des prêts et crédits hypothécaires. Le volume des mesures prises par pays est présenté dans le graphique 2 ci-dessous. Comme les mesures adoptées par chaque pays dans ces différents domaines varient sensiblement, l'annexe 2 en présente une description plus détaillée par pays.

Graphique 2. Paquets économiques annoncés dans certains pays ALC (par PIB)



Source: (Werner, 2020^[16])



Sur le front régional, l'intervention des pays du Système d'intégration centraméricain Central (SICA) a été comparativement rapide et coordonnée. Le [Plan d'Urgence Régional](#)²³ précédemment évoqué prévoit des fonds de stabilisation économique d'un montant de 1.9 milliard USD, dont 1 milliard USD sera alloué à un fonds de contingence pour les banques centrales, 550 millions USD à un fonds d'urgence financière, et 350 millions USD à un fonds de liquidités destiné aux banques commerciales. En termes de prêts internationaux, le FMI mobilise sa capacité de prêt de 1 000 milliard USD, et 14 pays latino-américains ont pris contact avec lui pour combattre la récession due à la pandémie de COVID-19. Les programmes financiers mis sur pied par la Banque mondiale (ressources disponibles pour ces opérations : de 7 à 10 milliards USD), la [Banque Interaméricaine de Développement](#) (augmentation de 3.2 milliards USD du programme de prêts initialement prévu pour 2020, soit 12 milliards USD au total)²⁴ et la [CAF- Banque de Développement de l'Amérique Latine](#) (ligne de crédit d'urgence de 2.5 milliards USD)²⁵ sont des mesures tout à fait opportunes et louables.

Priorités politiques pour l'avenir

Les priorités immédiates sur le front macro-économique:

- Des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes sont essentielles pour éviter que le ralentissement actuel ne devienne une récession prolongée.
- Sur le plan budgétaire, alors que certains pays comme le Chili et le Pérou disposent d'un espace budgétaire relativement confortable, de nombreux pays pourraient avoir besoin de s'endetter. Les pays disposant de tampons financiers existants provenant des exportations de pétrole ou de minéraux devraient redéfinir les priorités en matière de dépenses et mobiliser de nouveaux emprunts pour faire face au choc COVID-19.
- Des mesures monétaires sont nécessaires pour fournir des liquidités suffisantes dans le système financier, permettre aux banques de fournir une aide aux entreprises ayant des problèmes de trésorerie, en particulier les PME, et veiller à ce que les entreprises solvables ne fassent pas faillite tant que des mesures de limitation sont en vigueur.

Les priorités immédiates pour soutenir les entrepreneurs et les propriétaires de petites entreprises comprennent :

- Mettre en place des mécanismes financiers dédiés pour aider les petites entreprises à faire face aux conséquences à court terme de l'épidémie, notamment:
 - Allègements fiscaux temporaires, tels que les reports de paiement des impôts, les réductions temporaires de la TVA et le report des charges et des cotisations de sécurité sociale, qui contribuent à maintenir les entreprises à flot et à maintenir l'emploi.
 - Des programmes de prêts dédiés avec un meilleur accès au fonds de roulement via des lignes de crédit ou des garanties d'État, des prêts à faible coût ou à taux zéro et le report des remboursements de prêt.
 - Soutien financier direct, y compris le paiement des salaires par des fonds publics ou d'autres mesures spécifiques pour le secteur tertiaire, particulièrement touché par les mesures de confinement (comme les restaurants, les hôtels, les taxis et les entreprises locales).
- Informer activement les entreprises sur la façon de réduire les heures de travail, soulager les travailleurs et gérer les indemnités de licenciement liées au chômage partiel et aux maladies.
- Veiller à ce que les travailleurs autonomes puissent accéder à des mesures financières d'urgence, en particulier ceux qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi.
- Introduire des mesures de médiation concernant les délais d'approvisionnement des marchés et de paiement.



Les priorités à moyen terme pour soutenir les entrepreneurs et les propriétaires de petites entreprises comprennent:

- Envisager des mesures de soutien anticipatrices pour renforcer la résilience des entreprises, par exemple par des programmes de formation ou de mentorat pour aider les PME à évaluer et gérer l'impact financier de la crise, passer au numérique ou trouver de nouveaux marchés.
- Assurer un dialogue tripartite inclusif afin que les propriétaires de petites entreprises et les syndicats puissent exprimer leurs préoccupations et leurs priorités lorsque des réformes des politiques publiques sont envisagées.

La dimension gouvernementale de la crise du COVID-19 dans la région ALC

Enjeux

La crise du COVID-19 met aussi à l'épreuve les démocraties encore relativement jeunes et en voie de consolidation de la région, qui traversaient déjà à la fin de 2019 et au début de 2020 une période délicate marquée par une vague de protestations de masse motivées par un profond mécontentement social, des aspirations insatisfaites, une vulnérabilité persistante et une pauvreté croissante.²⁶ Les gouvernements de la région ALC, dont la crédibilité avait déjà été fortement ébranlée par une série de scandales de corruption au cours de la période précédant le Sommet des Amériques de 2018, se trouvent maintenant confrontés au nouveau défi consistant à gérer la crise, sous l'angle opérationnel et de la communication, de manière coordonnée à tous les niveaux de l'administration publique, y compris à l'échelon infranational.

Les séances des congrès, les réunions des cabinets ministériels et le fonctionnement quotidien des institutions se déroulent désormais couramment sous forme virtuelle. L'administration publique numérique et l'infrastructure connexe vont gagner en importance dans le cadre de la lutte contre la crise économique, sociale et sanitaire liée au virus du COVID-19.

Les mesures extraordinaires visant à protéger les citoyens, comme les restrictions d'accès à l'information publique et les applications de suivi - jugées normales en temps de crise – peuvent menacer les libertés civiles et l'espace civique à long terme. Des mécanismes de contrôle et de responsabilisation s'imposent pour veiller à ce qu'elles soient levées lorsque les risques immédiats auront disparu, et pour que les autorités soient tenues comptables des mesures prises pendant la crise.

Dans certains pays, il existe un risque réel que les mesures de confinement accentuent les tensions sociales et entraînent une hausse de la criminalité. De plus, comme les États ne sont pas en mesure de maîtriser la propagation du virus dans les établissements pénitentiaires surpeuplés, la crainte de l'infection s'est répandue dans les prisons de toute la région, conduisant à des émeutes et à l'évasion de centaines de détenus, au Brésil et au Venezuela en particulier.

Pour préserver l'accès à la justice – y compris pour les groupes les plus atteints par la crise, comme les populations défavorisées et les petites et moyennes entreprises – les différents secteurs, échelons de l'administration publique et branches du pouvoir devront unir et coordonner sérieusement leurs efforts pour assurer la prestation des services, même lorsque les ressources se raréfieront. Face au risque croissant de violence domestique et urbaine, les systèmes judiciaires se doivent de trouver des moyens transparents et efficaces de satisfaire aux besoins des victimes (les femmes et les enfants notamment) et d'assurer en même temps le respect des mesures de confinement.

Les autorités devront réorienter les politiques et faire évoluer les services publics pour satisfaire aux besoins qui feront suite à la pandémie de COVID-19. Il est plus indispensable que jamais de renforcer la cohérence de l'action publique, car la crise a clairement démontré l'intérêt de la transformation numérique des secteurs et administrations publics pour assurer la continuité des services publics et le fonctionnement



de l'administration. Pour assurer l'inclusivité des politiques et des services publics et pour que ceux-ci répondent aux nécessités réelles des populations après la crise, les pays de la région ALC doivent mettre en place des mécanismes participatifs qui créeront une boucle de rétroaction vertueuse, mettront à contribution l'intelligence collective et satisferont aux besoins de la majorité silencieuse.

Le renforcement de l'intégrité et la lutte contre la corruption revêtent une importance déterminante car les flux d'assistance financière et technique vont rapidement arriver pour aider les pays à surmonter la crise du COVID-19. Le risque de corruption est plus important qu'auparavant dans la mesure où des individus ou des groupes souhaiteront tirer profit de la situation à un moment où les intervenants étatiques concentrent leurs efforts sur l'aide d'urgence. Les pays doivent impérativement donner aux données publiques ouvertes un rôle fondamental pendant la pandémie, d'une part pour gérer la crise, d'autre part pour assurer la transparence et l'intégrité des affectations budgétaires, malgré la rapidité à laquelle elles seront effectuées.

Priorités politiques pour l'avenir

Les priorités immédiates comprennent :

- Renforcer les communications publiques et la transparence pour la confiance et la crédibilité des décisions prises dans le cadre de la gestion de crise. Les gouvernements de l'ALC peuvent renforcer la légitimité et la conformité pendant et après la crise du COVID-19 en encourageant la divulgation proactive et réactive des données et des informations, ainsi que leur réutilisation, et en luttant contre la désinformation.
- Accroître les capacités des gouvernements à fonctionner en télétravail et améliorer les mesures de connectivité, la portabilité des postes de travail et les capacités numériques du gouvernement. Le contrôle et l'équilibre des responsabilités horizontales sont essentiels face à des mesures extraordinaires. Les parlements, le pouvoir judiciaire et les institutions indépendantes devront également accroître leurs capacités de travail numérique et à distance.
- Administrer et faire respecter les blocages et autres restrictions à la circulation de manière équitable et transparente, en partenariat avec les communautés, tout en renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre la violence domestique et de rue, via une surveillance accrue et des investissements dans les systèmes de signalement téléphonique et en ligne.
- Les autorités gouvernementales et les systèmes judiciaires devront développer des moyens innovants, transparents et efficaces pour appliquer les mesures de confinement et pour répondre aux besoins des victimes de la violence dans la rue et à domicile (en particulier les femmes et les enfants).
- Assurer des normes élevées d'intégrité et de transparence et des mesures de contrôle appropriées dans la gestion des fonds et des politiques extraordinaires mises en œuvre à la suite de cette crise. Les initiatives existantes en Amérique Latine et aux Caraïbes utilisant des données publiques ouvertes et l'innovation dans les marchés publics, par exemple, pourraient être étendues à la gestion des fonds liés au COVID-19.

À moyen terme:

- Pendant et après la crise du COVID-19, créer des opportunités pour les citoyens et les parties prenantes de se joindre aux efforts pour instaurer la confiance, améliorer la qualité et l'équité des politiques et des services, et faire progresser la cohésion sociale. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes peuvent tirer parti de l'échange de bonnes pratiques en terme de mesures liées au COVID-19 tels que les réponses sanitaires d'urgence, les politiques fiscales et distributives et les services publics essentiels (logement, eau, électricité et accès à Internet) pour promouvoir l'inclusion, l'efficacité et la conformité.



Considérations à long terme pour une plus grande résilience:

- Les gouvernements devront élaborer des politiques et des services publics pour répondre aux préoccupations post-COVID-19. Pour qu'ils soient inclusifs et répondent aux besoins des citoyens, les pays de l'ALC devraient mettre en place des mécanismes participatifs qui aident à créer une boucle de rétroaction vertueuse, à puiser dans l'intelligence collective et à répondre aux besoins de la majorité silencieuse.
- La résilience de la prestation de services publics dépend de la mesure dans laquelle les gouvernements ont adopté une approche «numérique dès la conception» - ceux qui ont adopté des stratégies intergouvernementales et des catalyseurs pour la conception et la prestation de services omnicanaux seront mieux équipés pour assurer la continuité d'un service cohérent durant les périodes de confinement. Ainsi, les gouvernements des pays d'Amérique latine et des Caraïbes devraient prioriser l'investissement dans des modèles de conception et de prestation de services publics inclusifs, agiles, résilients et robustes.
- Pour que la région sorte de la crise avec une confiance publique renforcée, les gouvernements doivent veiller à éviter les failles politiques qui pourraient permettre la fraude, la corruption, les détournements de fonds ou l'utilisation abusive des transferts directs.

Références

- Bárcena, A. (2020), *Hora Cero: Nuestra región de cara a la pandemia*, UN Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), <https://www.cepal.org/es/articulos/2020-hora-cero-nuestra-region-cara-la-pandemia> (accessed on 22 April 2020). [6]
- Belser, P. (2020), *COVID-19 cruelly highlights inequalities and threatens to deepen them*, International Labour Organisation (ILO), http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_740101/lang--en/index.htm (accessed on 22 April 2020). [10]
- Bonaglia, F. and S. Nieto Parra (2020), *Latin America and the Caribbean in the time of COVID-19: Preventing the vulnerable from falling behind*, Development Matters, <https://oecd-development-matters.org/2020/03/31/latin-america-and-the-caribbean-in-the-time-of-covid-19-preventing-the-vulnerable-from-falling-behind/> (accessed on 22 April 2020). [11]
- Economist Intelligence Unit (2020), *COVID-19 to send almost all G20 countries into a recession*, The Economist, <https://www.eiu.com/n/covid-19-to-send-almost-all-g20-countries-into-a-recession> (accessed on 22 April 2020). [14]
- Hausmann, R. (2020), *Flattening the COVID-19 Curve in Developing Countries*, World Economic Forum, <https://www.weforum.org/agenda/2020/03/flattening-the-covid-19-curve-in-developing-countries/> (accessed on 22 April 2020). [3]
- Horwitz, L. et al. (2020), *Where Is the Coronavirus in Latin America?*, AS/COA - Americas Society Council of the Americas, <https://www.as-coa.org/articles/where-coronavirus-latin-america> (accessed on 22 April 2020). [2]
- Mueller, M. and D. Morgan (2020), *Public funding of health care*, OECD, Paris, <https://www.oecd.org/health/Public-funding-of-health-care-Brief-2020.pdf> (accessed on 22 April 2020). [7]



- Nieto-Parra, S., M. Pezzini and J. Vázquez (2019), *Social discontent in Latin America through the lens of development traps*, OECD Development Matters, <https://oecd-development-matters.org/2019/12/23/social-discontent-in-latin-america-through-the-lens-of-development-traps/> (accessed on 22 April 2020). [12]
- OECD (2020), *Hospital beds* (indicator), <https://dx.doi.org/10.1787/0191328e-en> (accessed on 22 April 2020). [4]
- OECD Secretariat (2020), *COVID-19 in Latin America and the Caribbean: Regional socio-economic implications and policy priorities*, OECD, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129_129904-k3xp17fqbl&title=COVID-19-in-Latin-America-and-the-Caribbean-Regional-socio-economic-implications-and-policy-priorities (accessed on 22 April 2020). [15]
- OECD Secretariat (2018), *LATIN AMERICAN AND CARIBBEAN COMPETITION FORUM - Session I: Informal Economy in Latin America and the Caribbean: Implications for Competition Policy*, OECD, <https://www.oecd.org/daf/competition/44547855.pdf>. (accessed on 22 April 2020). [8]
- OECD et al. (2019), *Latin American Economic Outlook 2019 : Development in Transition*, OECD Publishing, Paris. [9]
- PAHO/WHO (n.d.), *EquiLAC II Project*, https://www.paho.org/hq/index.php?option=com_content&view=article&id=2674:2010-equilac-ii-project&Itemid=2080&lang=en (accessed on 22 April 2020). [5]
- Sierra Praeli, Y. (2020), "Pueblos indígenas: los más vulnerables frente el avance del coronavirus en América Latina", *El Deber*, https://eldeber.com.bo/169684_pueblos-indigenas-los-mas-vulnerables-frente-el-avance-del-coronavirus-en-america-latina (accessed on 22 April 2020). [13]
- UN-ECLAC (2020), *Dimensionar los efectos del COVID-19 para pensar en la reactivación*, Comisión Económica para América Latina y el Caribe (UN ECLAC), <https://www.cepal.org/es/publicaciones/45445-dimensionar-efectos-covid-19-pensar-la-reactivacion> (accessed on 23 April 2020). [1]
- Werner, A. (2020), *Economic Policy in Latin America and the Caribbean in the Time of COVID-19*, IMF Blog, https://blogs.imf.org/2020/04/16/economic-policy-in-latin-america-and-the-caribbean-in-the-time-of-covid-19/?utm_medium=email&utm_source=govdelivery (accessed on 23 April 2020). [16]



Annex 1.A. Aperçu des Cas et des Restrictions

Annexe Table 1.A.1. Aperçu des cas confirmés et des décès, ainsi que des restrictions de voyage et mesures de distanciation sociale

Au 26 avril

	Cas Confirmés	Décès Confirmés	Restrictions de voyage externes et internes, et mesures de distanciation sociale
Argentine	3,892	192	<ul style="list-style-type: none"> Fermeture de toutes les frontières du 27 mars au 26 avril. Déclaration de mise en quarantaine officielle du 20 mars au 26 avril. Toutes les écoles et universités ont fermé leurs portes le 16 mars. Des plateformes de scolarisation en ligne ont été introduites. Les magasins et les espaces publics sont fermés du 20 mars au 26 avril, seuls les supermarchés, les petites épiceries, les quincailleries et les pharmacies ainsi que certaines parties de l'administration publique restent ouverts.
Brésil	61,888	4,205	<ul style="list-style-type: none"> Jusqu'à présent, la réponse fédérale a été limitée pour restreindre l'entrée aux étrangers à toutes les frontières pendant 30 jours, à compter du 27 mars. Au niveau de l'État, le gouverneur de l'État de Sao Paulo a annoncé une quarantaine de 30 jours qui durera jusqu'à fin avril, pendant laquelle seuls les services essentiels resteront opérationnels - l'État commencera progressivement sa réouverture à partir du 11 mai. Le même jour, l'État de Rio a fermé toutes les plages, bars et restaurants pendant 15 jours. En avril, la plupart des États brésiliens imposaient une distance sociale à l'ensemble de la population.
Chili	13,331	189	<ul style="list-style-type: none"> Fermeture de toutes les frontières le 18 mars, permettant uniquement aux citoyens chiliens de rentrer dans le pays avec une quarantaine obligatoire de deux semaines. Annonce d'un couvre-feu national de 22h à 5h à partir du 22 mars. Fermeture nationale des écoles jusqu'à nouvel ordre. Levée de la quarantaine pour dix municipalités à travers le pays du 12 au 14 avril et établissement de la quarantaine dans huit nouvelles municipalités au 16 avril selon la méthode gouvernementale de «quarantaine stratégique et dynamique».
Colombie	5,370	244	<ul style="list-style-type: none"> Fermeture de toutes les frontières et ports du 17 mars au 30 mai. Les citoyens de plus de 70 ans sont confinés à la maison. Quarantaine nationale, du 27 mars au 11 mai; le 13 avril, des restrictions de mouvement supplémentaires fondées sur le genre ont été instituées, les hommes étant autorisés à sortir les jours « impairs » et les femmes les jours « pairs ». Les emplois de construction et de fabrication pourront reprendre le 27 avril. Suspension des vols commerciaux internationaux à partir du 23 mars pour 30 jours, et exhortation des citoyens colombiens voyageant à l'étranger de rentrer avant le 22 mars. Suspension des écoles du 16 mars au 31 mai et transition des élèves vers l'apprentissage en ligne.
Costa Rica	695	6	<ul style="list-style-type: none"> Déclaration de l'état d'urgence le 18 mars, fermant toutes les frontières aux étrangers et aux non-résidents jusqu'au 30 avril au moins. Les résidents et les touristes qui quittent le pays pendant cette période ne seront pas autorisés à rentrer avant le 1er mai au moins. Obligation pour les citoyens et les résidents du pays de subir une quarantaine de deux semaines s'ils reviennent de l'étranger. Fermeture des écoles et universités jusqu'au 30 avril et exigence de fonctionnement des espaces publics à 50%. Tous les établissements ouverts au public doivent fermer à 20 heures à partir du 29 mars (exonération des pharmacies et des commerces alimentaires). Fermeture le 15 mars de tous les bars, casinos et discothèques. Fermeture le 24 mars de toutes les plages et centres religieux à travers le pays jusqu'au 30 avril, et une restriction de transports à l'échelle nationale qui interdit la conduite entre 19 heures et 5 heures du matin - il y a aussi des restrictions de jour basées sur les numéros de plaque d'immatriculation des véhicules.



	Cas Confirmés	Décès Confirmés	Restrictions de voyage externes et internes, et mesures de distanciation sociale
République Dominicaine	6,135	278	<ul style="list-style-type: none"> • L'état d'urgence national est entré en vigueur le 19 mars, y compris la fermeture de toutes les frontières et la suspension de la plupart des activités commerciales et culturelles. Les épiceries, stations-service, pharmacies et marchés resteront ouverts. • Couvre-feu national entre 17 h et 6 h à compter du 20 mars.
Équateur	22,719	576	<ul style="list-style-type: none"> • Suspension de toutes les classes dans les établissements d'enseignement à partir du 13 mars. • Entrée des étrangers interdite le 14 mars. • Suspension de tout rassemblement impliquant plus de 30 personnes à partir du 15 mars, ainsi que de la libre circulation des citoyens à l'intérieur du pays, sauf pour acheter de la nourriture, des médicaments et des produits de première nécessité. • Suspension du transport entre les provinces et des vols intérieurs à partir du 17 mars pour 14 jours. • Entrée en «état d'exception» le 16 mars, au cours de laquelle un couvre-feu nocturne est appliqué de 21 h à 5 h, ainsi que des limites de circulation des voitures déterminées par le numéro de plaque d'immatriculation.
El Salvador	323	8	<ul style="list-style-type: none"> • Déclaration de l'état d'urgence du 14 mars au 1er mai. • Introduction des mesures obligatoires de distanciation sociale à partir du 11 mars, durant lesquelles toutes les écoles resteront fermées et les grands rassemblements interdits. Cela a été intensifié par une mesure nationale de quarantaine de 30 jours le 22 mars. • Tous voyageurs étrangers interdits, à l'exception des citoyens, résidents et diplomates de retour, qui doivent effectuer un confinement obligatoire de 30 jours.
Guatemala	500	15	<ul style="list-style-type: none"> • Port obligatoire de masque en public à partir du 13 avril • Fermeture de toutes les frontières le 17 mars, ainsi que la suspension de toutes formes de travaux, interdiction des événements de toute taille, fermeture de tous les transports en commun et de tous les centres commerciaux, et fermeture de tous les magasins de 21h à 4h, sauf pour les pharmacies et les prestations de service indispensables. • Couvre-feu national débutant le 22 mars de 16 h à 4 h chaque soir; cela a été légèrement assoupli au 19 avril pour commencer à 18 heures.
Honduras	661	61	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture de toutes les frontières le 15 mars. • Annonce d'un couvre-feu national à partir de 22 heures du 16 mars au 26 avril. • Fermeture des écoles, à partir du 13 mars, jusqu'à nouvel ordre • Restrictions de transit, limitant largement les déplacements par jour de la semaine sur la base des derniers chiffres de la carte d'identité, du passeport et / ou du permis de conduire de chaque individu. • Fermeture de tous les marchés et restriction des rassemblements de plus de 50 personnes.
Mexique	14,677	1,351	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture des écoles du 20 mars au 31 mai; l'année scolaire sera prolongée jusqu'au 17 juillet pour compenser ces fermetures. • Restrictions avec les autorités américaines pour les voyages non-essentiels à travers leur frontière commune à partir du 22 mars. • À partir du 24 mars, suspension de tous les rassemblements privés et publics de 100 personnes ou plus ainsi que des activités de travail qui nécessiteraient des déplacements. • Suspension de toutes les activités non-essentiels du 30 mars au 30 mai, y compris aucun rassemblement de plus de 50 personnes et une quarantaine stricte pour les personnes de plus de 60 ans et les personnes à risque.
Panama	5,779	165	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture de tous les espaces publics à partir du 16 mars. • Suspension de tous les vols internationaux entrants à partir du 22 mars pour 30 jours. • La quarantaine nationale a commencé le 25 mars, interdisant aux gens de quitter leur domicile uniquement pour acheter des médicaments ou de la nourriture selon un calendrier conforme à leur carte d'identité nationale ou à leur numéro de passeport avec une limite de temps de deux heures, y compris un couvre-feu de 17 h à 5 h. • Le 30 mars, le gouvernement a encore plus limité les mouvements en désignant les lundis, mercredis et vendredis comme jours de circulation pour les femmes tandis que les hommes peuvent sortir les mardis, jeudis et samedis. Tous devant rester à la maison le dimanche.



	Cas Confirmés	Décès Confirmés	Restrictions de voyage externes et internes, et mesures de distanciation sociale
Paraguay	228	9	<ul style="list-style-type: none"> • Suspension des événements publics et des grands rassemblements le 10 mars, ainsi que la suspension des classes jusqu'au 1er septembre. Le Ministère de l'Education et des Sciences a lancé la plate-forme "Tu escuela en casa". • Interdiction d'entrée pour les non-ressortissants le 16 mars pour au moins 15 prochains jours. Ceux qui entrent sont priés de rester en quarantaine pendant deux semaines. • Couvre-feu obligatoire entre 20h et 4h à partir du 24 mars. Une quarantaine nationale est également en vigueur jusqu'au 26 avril. • Suspension de tous les vols entrants, commerciaux et privés, jusqu'au 19 avril.
Pérou	27,517	728	<ul style="list-style-type: none"> • Suspension des classes à partir du 14 mars. Création de la plate-forme d'apprentissage Internet, radio et télévision « <i>Aprendo en Casa</i> » depuis le 6 avril. • Déclaration de l'état d'urgence nationale le 15 mars et prorogée jusqu'au 26 avril, exigeant la fermeture de toutes les frontières du Pérou. À partir du 16 mars, interdiction de se déplacer entre les 196 provinces du Pérou et quarantaine pour tous les Péruviens, sauf s'ils vont acheter de la nourriture ou des médicaments. À partir du 12 avril, les femmes seront autorisées à sortir les mardis, jeudis et samedis tandis que les lundis, mercredis et vendredis seront réservés aux hommes. Tout le monde doit rester à la maison le dimanche. • Couvre-feu national de 20 h à 5 h et interdiction de circuler sur les routes à partir du 19 mars.
Uruguay	606	15	<ul style="list-style-type: none"> • Interdiction des escales pour les croisières, suspension des vols entrants en provenance des États-Unis et interdiction de tous les vols en provenance d'Europe à compter du 18 mars. • Suspension des grands événements publics à partir du 15 mars et fermeture de grands espaces tels que les centres commerciaux le 18 mars. • Fermeture indéfinie de toutes les écoles privées et publiques à partir du 15 mars; près de 1000 écoles seront autorisées à rouvrir à partir du 22 avril. • Fermeture de la frontière avec l'Argentine le 17 mars et le Brésil le 22 mars, initialement pour 30 jours (décisions conjointes).

Source: Les «cas confirmés» et les «décès» sont basés sur les chiffres officiels nationaux recueillis par l'OCDE au 26 avril 2020. Source principale pour for "Restrictions de voyage externes et internes": (Horwitz et al., 2020^[2]). Les autres efforts de suivi régionaux consultés comprennent le [suivi des politiques de la CEPALC](https://www.cepal.org/es/temas/covid-19) (<https://www.cepal.org/es/temas/covid-19>), qui comprend les mesures de confinement, de santé, économiques et sociales; le [suivi des politiques du SEGIB](https://www.segib.org/covid-19/) (<https://www.segib.org/covid-19/>), et le « Rapport Hebdomadaire Latino-Américain » du Bulletin d'Information d'Amérique Latine (https://www.latinnews.com/component/k2/itemlist/category/33.html?archive=true&archive_id=33). Toutes les questions de mars 2020 au 24 avril 2020 ont été consultées lors de la préparation de cette note.



Annex 1.B. Impact économique et principales mesures prises par les pays de l'ALC

Annexe Table 1.B.1. Répartition par pays de l'impact économique et principales mesures politiques prises

Au 21 Avril

	Impact	Mesures
Régional	<ul style="list-style-type: none"> Avant l'épidémie, le FMI avait prévu une croissance du PIB de 1,6% pour la région pour 2020. Le 18 mars, le Crédit Suisse prévoyait une contraction de 1,5% pour l'Amérique latine en 2020, la plus importante depuis 2009, lorsque la région avait reculé de 2%. La CEPALC estime une récession régionale de -1,8% avec plusieurs risques à la baisse et une baisse des exportations régionales de -10,7%. 	<ul style="list-style-type: none"> Le 16 mars, les pays membres de Prosur se sont mis d'accord sur une déclaration commune qui, bien que davantage axée sur la coordination dans les domaines du confinement et de la santé, comprend des mesures de coordination avec les organisations régionales multinationales. Les pays du Système d'Intégration Centraméricain(SICA)se sont réunis virtuellement le 11 mars et à la suite approuvé un <u>Plan d'Urgence Régional</u> pour faire face à la pandémie de COVID-19, ainsi qu'un site Web dédié intitulé "<u>L'Amérique centrale unie contre le coronavirus</u>". Le plan comprend US\$ 1,9 milliard de fonds de stabilisation économique, dont US\$ 1 milliard pour un fonds de prévoyance pour les banques centrales, US\$ 550 millions pour un fonds d'urgence budgétaire et US\$ 350 millions pour un fonds de liquidité de banque commerciale.
Argentine	<ul style="list-style-type: none"> Alors que la nouvelle administration Fernández avait espéré conclure les renégociations de la dette avec les créanciers étrangers du pays d'ici la fin mars, la crise du COVID-19 a compliqué ce processus en raison à la fois des marchés financiers instables et de l'activité économique en Argentine qui se sont arrêtés. Le non-respect de la date butoir du 31 mars pour la renégociation de la dette a obligé l'Argentine à payer US\$ 250 millions en raison du remboursement de la caution «Bono Par». Le prochain paiement de la dette extérieure est un remboursement de US\$ 500 millions dû le 22 avril. L'agence de notation internationale Standard & Poor's (S&P) a abaissé la dette argentine le 7 avril à SD (Selective Default). Cela en fait la troisième agence, après Fitch et Moody's, à le faire. La Banque Mondiale a annoncé le 25 mars qu'elle prêterait à l'Argentine US\$ 300 millions de fonds d'urgence (US\$ 165 millions en 2020 et US\$ 135 millions en 2021). Dans le contexte économique difficile actuel, l'impact commercial du COVID-19 sur l'Argentine est important. La Chine est la deuxième destination d'exportation de l'Argentine. Par exemple, 75% des exportations de bœuf de l'Argentine sont destinées à la Chine et la valeur de ces exportations a chuté de 33% de décembre à janvier. 	<ul style="list-style-type: none"> Le Programme d'Aide d'Urgence à l'Emploi et à la Production, qui comprend le report ou la réduction jusqu'à 95% des paiements de l'employeur à l'agence argentine de sécurité sociale. Ce programme a été élargi à la mi-avril pour verser aux travailleurs des entreprises confrontées à la crise financière 50% de leurs salaires, ainsi que pour accorder des prêts à taux zéro aux travailleurs indépendants. Une ligne de financement de 43 millions d'euros pour les PME de Banco Nacion à des taux préférentiels, dont 36 millions d'euros pour les entreprises qui produisent de la nourriture, des fournitures médicales, de l'hygiène personnelle et des biens essentiels, pour le fonds de roulement et / ou les investissements, et 7,2 autres euros millions exclusivement pour le télétravail. Mesures fiscales flexibles telles que la réduction au minimum des impôts des particuliers et des sociétés. Prix de la nourriture, des soins personnels, des médicaments et des produits médicaux gelés pendant 30 jours Les banques publiques soutiendront les entreprises privées avec un fonds de roulement jusqu'à 180 jours. Assouplissement de la politique monétaire.



	Impact	Mesures
• Brésil	<ul style="list-style-type: none"> La Chine est le premier partenaire commercial du Brésil. Frappée par la crise COVID-19, la bourse brésilienne a chuté de plus de 40% à ce jour en 2020. La bourse brésilienne Ibovespa a vu son cinquième disjoncteur en six séances le 16 mars. Le real est également tombé à son plus bas niveau face au dollar depuis 1994 (date de création de la monnaie). 	<ul style="list-style-type: none"> 15 mars: mesures visant à faciliter la renégociation de dettes pouvant aller jusqu'à US\$ 690 milliards pour les entreprises et les familles afin de stimuler l'économie. 16 mars: plan de relance de plus de US\$ 29 milliards pour accélérer les paiements d'aide sociale, reporter l'impôt sur les sociétés et faciliter l'accès des travailleurs à divers fonds. 27 mars: annonce du versement de l'équivalent de deux salaires mensuels pour les salariés des PME. 1er avril: nouveau programme de US\$ 6,1 milliards pour subventionner les salaires des personnes en suspension de contrat / horaires réduits.
Chili	<ul style="list-style-type: none"> Le 1er avril, la Banque Centrale a annoncé ses prévisions de contraction du PIB entre 1,5 et 2,5% en 2020, contre une projection de 0,5 à 1,5% en décembre 2019. La Chine, premier partenaire commercial du Chili, est la destination d'un tiers des exportations chiliennes. La Citibank a propulsé le Chili au sommet d'un indice de vulnérabilité en raison de la façon dont le Coronavirus peut frapper les chaînes d'approvisionnement et les produits de base, ainsi que de la volatilité du marché. Compte tenu de la forte dépendance du Chili à l'égard de la Chine et du cuivre (dont les prix ont plongé), The Economist s'attend à ce que le virus ait un impact économique dramatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Le 19 mars, le président Sebastian Pinera a dévoilé un plan économique de US\$ 11,75 milliards (4,7% du PIB) : Le retard pour les trois prochains mois des versements mensuels provisoires de l'impôt sur le revenu des sociétés et de la TVA pour les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à US\$ 10 millions, ainsi que l'anticipation du retour de l'impôt sur le revenu. Report du paiement de l'impôt sur le revenu et d'une injection de capital de US\$ 500 millions pour financer des prêts aux PME et aux particuliers jusqu'en juillet 2020. Report du paiement des contributions en avril pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à US\$ 10 millions, et pour les personnes dont les propriétés sont soumises à un impôt inférieur à US\$ 155 000. Annnonce d'une nouvelle loi sur le travail réglementant et facilitant le travail à distance, y compris des exigences obligatoires qui stipulent travail contre le temps personnel. <p>Ces mesures ont été complétées le 8 avril par un fonds de garantie de US\$ 3 milliards pour les PME de Banco del Estado, ainsi que par un fonds pouvant aller jusqu'à US\$ 2 milliards pour que les travailleurs aient accès aux prestations d'urgence.</p>
Colombie	<ul style="list-style-type: none"> En mars, le Peso colombien a atteint un niveau record à côté du dollar américain. Le 27 mars, S&P a abaissé la note de crédit de la Colombie de stable à négative, avertissant que le pays pourrait perdre son statut de catégorie investissement au cours des 12 à 18 prochains mois. Le 14 avril, la Banque Mondiale prévoyait que l'économie colombienne se contracterait de 2,0% en 2020, contre une projection de 3,6% de croissance en octobre 2019. 	<ul style="list-style-type: none"> Nouvelles mesures permettant aux particuliers de refinancer leurs dettes et leurs hypothèques auprès des banques pour une période de 2 mois. Les tarifs de l'eau seront gelés pour la durée de l'état d'urgence. Système de déclaration de TVA à mettre en œuvre plus tôt que prévu (janvier 2021).
Costa Rica	<ul style="list-style-type: none"> Le choc frappera fortement le secteur du tourisme puisque plus de 3,1 millions de personnes ont visité le Costa Rica en 2019 et 220 000 personnes sont employées dans l'industrie. Le tourisme représente 8,2% du PIB du pays. Fin mars, l'Institut du tourisme du Costa Rica (TIC) a déclaré que le secteur du tourisme était dans un «état d'urgence et de calamité totale». Les préoccupations soulevées par les TIC s'appliquent de la même manière au reste de l'Amérique centrale, où les frontières ont également été fermées et où le tourisme contribue de la même manière à une part importante des revenus. Le 12 avril, la Banque Mondiale a prédit que l'économie costaricienne se contracterait de 3,3% en 2020. 	<ul style="list-style-type: none"> Un moratoire de 3 mois sur le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de l'impôt sur le revenu et des droits de douane pour les entreprises, prolongeable jusqu'à un quatrième mois. Allègement fiscal qui impose effectivement un moratoire sur quatre types de taxes d'avril à juin: la taxe sur la valeur ajoutée; impôts sur les bénéficiaires; les taxes sélectives à la consommation; et les tarifs sur les marchandises importées. La Commission nationale d'urgence du Costa Rica a reçu le 21 mars un dossier d'aide d'un million de dollars de la Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (CABEI) pour lutter contre le virus dans le pays.



	Impact	Mesures
République Dominicaine	<ul style="list-style-type: none"> Non seulement le secteur du tourisme est un important moteur du PIB en République Dominicaine, mais il fournit également un soutien crucial aux autres secteurs de l'économie. Par exemple, on estime que les hôtels dominicains achètent environ US\$ 800 millions de produits par an, ce qui équivaut à environ un quart de la production agricole nationale totale. Plus d'un quart de la main-d'œuvre dominicaine occupant un emploi formel a été temporairement licencié depuis la mi-mars en raison de la crise des coronavirus, selon le porte-parole présidentiel, Roberto Rodríguez Marchena. Les projections du 12 avril de la Banque Mondiale prévoient que l'économie dominicaine ne croîtra ni ne se contractera en 2020. 	<ul style="list-style-type: none"> Allègement de la charge fiscale pour le secteur hôtelier. Un plan de relance pour les habitations, les petites entreprises et les secteurs du tourisme et de l'exportation, en réduisant les taux d'intérêt de 4,5% à 3,5% et en injectant US\$ 1,5 milliard dans le système bancaire, US\$ 229 millions allant aux secteurs productifs, y compris le tourisme. Moratoire de trois mois sur le paiement minimum mensuel sur les cartes de crédit ainsi que la renonciation aux frais de retard. Approbation par la Banque centrale d'environ 1,5 milliard de dollars des États-Unis pour les avoir à la disposition des clients, et 622,4 millions de dollars de crédits pour les industries d'exportation. Les travailleurs officiellement licenciés seront éligibles à une aide financière du <i>Fondo de Asistencia Solidaria para Empleados</i> (FASE), le gouvernement acceptant de payer entre RD\$ 5 000 (US\$ 9) et RD\$ 8 500 par mois en avril et mai pour les salaires.
Équateur	<ul style="list-style-type: none"> L'Équateur faisait déjà face à des défis dans ses efforts pour contenir le déficit budgétaire, qui sont maintenant aggravés par la chute des prix du pétrole. Le prix de référence du West Texas Intermediate (WTI) a baissé de 24% pour atteindre seulement US\$ 20,37 le baril le 18 mars, son troisième pire jour de l'histoire et le prix le plus bas depuis février 2002. Le 25 mars, S&P a abaissé la cote de crédit à long et à court terme de l'Équateur, avec possibilité de défaut dans les prochains mois. Cependant, le gouvernement a effectué le 24 mars un paiement de US\$ 320 millions sur l'obligation 2020 du pays pour éviter de « perdre l'accès aux futures sources de financement ». Le gouvernement calcule que les pertes pour le secteur du tourisme si la crise persiste pendant 90 jours s'élèveront à quelque US\$ 540 millions. Le 12 avril, la Banque Mondiale prévoyait que l'économie équatorienne se contracterait de 6% en 2020, contre une projection de croissance de 0,2% en octobre 2019. 	<ul style="list-style-type: none"> Report des paiements de sécurité sociale de 90 jours et report des impôts pour les secteurs du tourisme et de l'exportation et des PME pour les trois prochains mois (avril-juin). Le pays recevra au total US\$ 2 milliards de fonds d'urgence de trois agences internationales au cours des prochaines semaines: US\$ 500 millions du FMI, US\$ 500 millions de la Banque mondiale et US\$ 1 milliard de la dette bilatérale, principalement de la Chine. Un nouveau paquet de politique budgétaire annoncé le 10 avril introduira de nouvelles taxes sur les hauts revenus (entreprises et particuliers) pour financer l'expansion d'un programme de subventions mensuelles temporaires pour les familles gagnant moins de US\$ 400 par mois.
El Salvador	<ul style="list-style-type: none"> Le président Bukele a agi relativement rapidement en ce qui concerne les voyages à l'étranger et les mesures d'éloignement social - le pays est le seul sur les 15 inclus dans cette note à rester au niveau 2 de l'OMS (cas sporadiques). 	<ul style="list-style-type: none"> Suspension des factures d'électricité, de téléphone et d'Internet pendant trois mois, à rembourser au cours des deux années suivantes. Gel des paiements sur des éléments tels que les hypothèques, les voitures, les motos et les cartes de crédit.
Guatemala	<ul style="list-style-type: none"> Le 9 mars, le chef de la Banque du Guatemala a estimé une baisse comprise entre 0,1% et 0,2% du PIB pour 2020 du fait du Coronavirus. 	<ul style="list-style-type: none"> Approbation d'une facture d'urgence avec un fonds d'environ US\$ 480 millions pour couvrir les soins aux seniors, la santé, l'emploi, la sécurité et les programmes économiques pendant l'urgence.



	Impact	Mesures
Honduras	<ul style="list-style-type: none"> En tant que deuxième pays le plus pauvre d'Amérique centrale, le Honduras devrait faire face à des défis importants associés à COVID-19. Le FMI prévoit que la crise COVID-19 aura un impact sur la croissance économique par la réduction de la demande extérieure, la baisse des envois de fonds, le resserrement des conditions financières extérieures et la contraction du tourisme. Les nouvelles projections du 12 avril de la Banque Mondiale prévoient que l'économie du Honduras se contractera de 2,3% en 2020. 	<ul style="list-style-type: none"> Au milieu des besoins en matière de soins de santé et de protection sociale, le Honduras a accès à US\$ 143 millions du FMI, dans le cadre de ses accords existants. Le 16 mars, le gouvernement a annoncé des mesures telles que l'injection de fonds dans le secteur de la construction, l'extension des lignes de crédit pour garantir l'accès à la nourriture et un soutien financier aux propriétaires de petites entreprises (c'est-à-dire un gel de 3 mois sur le remboursement des prêts et un financement spécial pour les entreprises de moins de 10 employés). Ces mesures ont été élargies le 2 avril pour inclure, entre autres, la création d'une fiducie pour garantir des prêts au secteur agricole et aux PME. Retard du paiement de l'impôt sur le revenu du 30 mars au 30 juin pour les salariés des PME, qui représentent 70% des effectifs du pays. Réception d'un crédit de la Banque Mondiale d'une valeur de US\$ 119 millions « pour renforcer le cadre financier et institutionnel du Honduras pour gérer les risques ». La Banque centrale hondurienne a approuvé un ensemble de politiques monétaires - y compris la réduction des investissements obligatoires dans la monnaie nationale et le taux d'intérêt du crédit - pour libérer US\$ 465,5 millions.
Mexique	<ul style="list-style-type: none"> Le peso a connu sa pire période de pertes en mars 2020 depuis que Donald Trump a remporté les élections américaines de 2016. Les principaux impacts économiques devraient résulter de l'interruption des chaînes d'approvisionnement, d'autant plus que l'impact du virus augmente aux États-Unis et diminue dans le tourisme. Le 26 mars, S&P a abaissé sa cote de crédit pour le Mexique et la compagnie pétrolière d'État Pemex; le 17 avril, Moody's a rétrogradé les obligations Pemex au grade indésirable et Fitch a abaissé sa cote de crédit pour le Mexique à BBB- (un cran au-dessus du grade indésirable) le 15 avril. Le 21 avril, la CEPALC des Nations Unies prévoyait une contraction de 6,5% du PIB du Mexique en 2020. 	<ul style="list-style-type: none"> La Banque centrale abaissera son taux d'intérêt de référence de 50 points de base à 6,5%. Un plan (annoncé le 24 mars) visant à accorder 1 million de prêts à taux d'intérêt faible ou nul aux PME. Annulation et réorientation de toutes les trusts publics de l'État le 3 avril au Trésor fédéral. Les 281 fiducies publiques annulées représentent plus de 10 milliards de dollars américains, qui seront utilisés pour les programmes sociaux, la reprise économique et les prêts, le soutien à la société pétrolière d'État Pemex et le paiement de la dette publique. Certaines fiducies utilisées à des fins d'urgence seront exemptées.
Panama	<ul style="list-style-type: none"> Étant donné que 6% du commerce mondial transitent par le canal de Panama, les analystes financiers préviennent que le Panama ressentira l'impact du fait que le virus continue d'affecter le commerce. Les projections du 12 avril de la Banque Mondiale prévoient que l'économie du Panama se contractera de 2% en 2020. 	<ul style="list-style-type: none"> Le maire de Panama a annoncé que chacun des 23 conseils municipaux de la capitale recevra US\$ 25 000 de fonds d'urgence. Report de l'hypothèque et du prêt jusqu'au 31 décembre.
Paraguay	<ul style="list-style-type: none"> Les projections d'avril de la Banque Mondiale prévoient que le PIB du Paraguay se contractera de 1,2% en 2020, contre une estimation de croissance de 0% en 2019. 	<ul style="list-style-type: none"> Réduction des taux d'intérêt de 4% à 3,75%. Loi sur les urgences sanitaires permettant d'allouer jusqu'à US\$ 1,6 milliard de prêts d'Organisations Internationales. Sur cette somme, le gouvernement consacrera US\$ 514 millions aux services de santé publique et US\$ 408 millions à la protection de l'emploi. Le programme annoncé le 15 avril comprend la distribution de US\$ 100 millions à 1,2 million de travailleurs informels, US\$ 100 millions pour aider à financer les subventions privées aux soins de santé, US\$ 20 millions pour les soins aux personnes âgées et US\$ 10 millions pour les secours économiques de 160 000 familles à faible revenu.
Pérou	<ul style="list-style-type: none"> La Chine est le premier partenaire commercial du Pérou, représentant 30% de ses exportations. Goldman Sachs dit que le Pérou, avec le Chili, compte comme l'économie la plus exposée d'Amérique latine en raison du Coronavirus. 	<ul style="list-style-type: none"> US\$ 8,73 milliards de prêts aux entreprises, bénéficiant principalement aux petites et moyennes entreprises (PME). Délai de grâce pour le paiement de l'impôt sur le revenu des PME et des particuliers jusqu'au début juin. Expansion de 90% du <i>Fondo Crecer</i> pour permettre aux PME



	Impact	Mesures
Uruguay	<ul style="list-style-type: none"> Le secteur du tourisme est également en plein essor; par exemple, le 15 mars, le Machu Picchu a été fermé en raison de la déclaration de la situation d'urgence nationale. Les administrateurs du site prévoient des pertes économiques pouvant atteindre US\$ 100 millions en raison de la fermeture de deux semaines. Le 12 avril, la Banque Mondiale prévoyait que l'économie péruvienne se contracterait de 4,7% en 2020, contre une projection de 3,2% de croissance en octobre 2019. La Chine est le principal marché d'exportation de l'Uruguay. Les exportations de l'Uruguay en mars ont diminué de 8,5% en glissement annuel, selon Uruguay XXI, principalement en raison d'une baisse de 24% des exportations vers la Chine de bœuf, de laine, de produits forestiers et de cuir. Les prévisions d'avril de la Banque Mondiale prévoient que le PIB d'Uruguay se contractera de 2,7% en 2020, contre une augmentation de 0,2% en 2019. 	<ul style="list-style-type: none"> d'accéder au capital. Retraits de US\$ 300 sans pénalité en avril et mai pour les Péruviens qui ont cotisé à des fonds de retraite privés. À partir de la mi-avril, le gouvernement subventionnera les salaires de ceux dont les emplois sont complètement suspendus en raison de la pandémie, avec des paiements de US\$ 225 par mois. Prolongation des délais de paiement des impôts aux agences uruguayennes de recettes et de sécurité sociale. Octroi par la Banque Centrale de lignes de crédit d'environ US\$ 50 millions aux entreprises et ajustements de la politique monétaire, y compris des extensions des échéances de crédit, des réductions temporaires des réserves bancaires pour stimuler les lignes de crédit et un assouplissement temporaire des réglementations boursières. Le 1er avril, le Sénat a approuvé le Fonds de solidarité COVID-19, composé de US\$ 75 millions de prêts des institutions financières nationales et internationales, pour couvrir les décaissements du gouvernement pendant l'urgence sanitaire.

Source Primaire: (Horwitz et al., 2020^[2]). Les efforts de suivi régionaux supplémentaires consultés incluent le [suivi des politiques du FMI](https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19) (<https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>) en matière de politiques budgétaires, monétaires / macro-financières et de taux de change / balance des paiements, qui comprends tous les pays de la région ALC, le [suivi des politiques de la CEPALC](https://www.cepal.org/es/temas/covid-19) (<https://www.cepal.org/es/temas/covid-19>), qui comprend les mesures de confinement, de santé, économiques et sociales; le [suivi des politiques du SEGIB](https://www.segib.org/covid-19) (<https://www.segib.org/covid-19>), et le « Rapport Hebdomadaire Latino-Américain » du Bulletin d'Information d'Amérique Latine (https://www.latinnews.com/component/k2/itemlist/category/33.html?archive=true&archive_id=33). Toutes les questions de mars 2020 au 24 avril 2020 ont été consultées lors de la préparation de cette note.

Contact

Andreas SCHAAL (✉ Andreas.SCHAAL@oecd.org)

Jose Antonio ARDAVIN (✉ Jose-Antonio.ARDAVIN@oecd.org)

Notes

¹ Sur la base des chiffres officiels nationaux recueillis par l'équipe SGE / GRS / LAC, au 26 avril 2020.

² Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou et Uruguay.



³ Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Paraguay et Pérou. Le Brésil, le Mexique, le Panama et l'Uruguay ont mis en place des fermetures partielles des frontières, telles que des restrictions sur les vols internationaux.

⁴ Chili, République dominicaine, Équateur, Guatemala, Honduras, Panama, Paraguay et Pérou.

⁵ Argentine, Colombie, Équateur, El Salvador, Panama, Paraguay et Pérou.

⁶ De plus amples informations sont disponibles au (OECD Secretariat, 2020^[15]).

⁷ Argentine, Brésil, Chili, Colombie, République dominicaine, Équateur, Mexique, Panama, Paraguay et Pérou. Les pays de niveau 3 (groupes de cas) comprennent le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et l'Uruguay. Voir www.paho.org/en/topics/coronavirus-infections/coronavirus-disease-covid-19 pour plus d'informations.

⁸ L'appel et la stratégie est accessible à <https://www.paho.org/en/documents/response-covid-19-outbreak-region-americas>.

⁹ Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Paraguay et Pérou. Les autres pays (Brésil, Mexique, Panama, Uruguay) ont mis en place des fermetures partielles des frontières, telles que des restrictions sur les vols internationaux.

¹⁰ Chili, République dominicaine, Équateur, Guatemala, Honduras, Panama, Paraguay et Pérou.

¹¹ Argentine, Colombie, Équateur, El Salvador, Panama, Paraguay et Pérou.

¹² Belize, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République Dominicaine.

¹³ Le Plan est accessible en ligne sur <https://www.sica.int/download/?121512>.

¹⁴ Le site web est accessible sur <https://www.sica.int/coronavirus>.

¹⁵ Le Plan est accessible en ligne sur <https://www.sica.int/download/?121512>.

¹⁶ Les fonds proviennent du «Fonds de convergence structurelle» (FOCEM) du bloc et étaient initialement destinés au projet «Recherche, éducation et biotechnologie appliquée à la santé». Pour plus d'informations (en espagnol), voir <https://www.infobae.com/politica/2020/04/05/el-mercosur-aprobo-un-fondo-de-emergencia-para-combatir-al-coronavirus-y-llegaran-45000-dispositivos-de-testeo-a-la-argentina/>.

¹⁷ Andorre, Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chili, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, Uruguay et Venezuela. La plateforme numérique est accessible sur <https://www.segib.org/la-red-de-autoridades-en-medicamentos-de-iberoamerica-crea-una-web-con-informacion-cientifico-tecnica-util-para-combatir-el-covid-19-en-la-region/>.

¹⁸ Pour plus d'informations, voir <https://www.oecd.org/els/health-systems/health-expenditure.htm>.

¹⁹ Plus d'informations peuvent être trouvées au (OECD Secretariat, 2020^[15]).

²⁰ (OECD Secretariat, 2018^[9]) ; (OECD et al., 2019^[9]).

²¹ Pour les exemples, voir *Chile Aprendo en Línea* (<https://t.co/xppOJgel4K?amp=1>), *Colombia Aprendo* (<https://t.co/R729LODDuS?amp=1>), et *Peru Aprendo en Casa* (<https://t.co/MOtSIG2AYS?amp=1>).

²² Plus d'informations disponibles sur (OECD Secretariat, 2020^[15]).

²³ Le Plan est accessible en ligne sur <https://www.sica.int/download/?121512>.



²⁴ Plus d'informations disponibles sur <https://www.iadb.org/en/news/idb-group-announces-priority-support-areas-countries-affected-covid-19>.

²⁵ Plus d'informations disponibles sur <https://www.caf.com/en/currently/news/2020/03/covid19-caf-makes-usd-25-billion-available-for-countries-to-protect-their-population-and-economies>.

²⁶ Pour plus d'informations voir (Nieto-Parra, Pezzini and Vázquez, 2019₍₁₂₎).

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

